ÉCONOMIE & FISCALITÉ · FICHE MESURE

TVA sociale (modèle allemand 2007)

TVA sociale (modèle allemand 2007) : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
80 Md€	**-30 Md€**	**+6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +30 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Loi de finances rectificative + loi ordinaire (Code SS, Code général impôts) + décrets

Résumé

Baisser de 5 points les cotisations sociales salariales et de 5 points les cotisations patronales (soit -10 points sur le coût du travail), pour augmenter immédiatement les revenus nets de tous les salariés (~+150 €/mois pour un SMIC, ~+300 €/mois pour un cadre médian) et réduire le coût du travail français de ~7 %. Compenser par une hausse de TVA de +2 points (TVA standard de 20 % à 22 %) et la rationalisation de certaines prestations sociales non essentielles. Inspiré du modèle allemand 2007 (Steuersenkung Mehrwertsteuererhöhung) qui a relancé la compétitivité du Made in Germany. Gain net pour les finances publiques : ~10-15 Md€/an en régime de croisière, plus un effet de croissance estimé à +0,3-0,5 pt PIB/an, soit +10-15 Md€/an de recettes fiscales additionnelles.

Financement

Coût brut sur 5 ans (effet de la baisse des charges sur les recettes sociales) : ~80 Md€ cumulés, montée en charge progressive (-5 Md€ an 1, -12 Md€ an 2, etc.).

Recettes nouvelles brutes sur 5 ans : ~110 Md€ cumulés.

- Hausse TVA (+2 pts) : ~100 Md€ cumulés (montée en charge sur 12 mois)
- Rationalisation prestations : ~20 Md€ cumulés
- Effet croissance (+0,3 à +0,5 pt PIB/an) : ~50-70 Md€ de recettes IR/IS/TVA/cotisations cumulés sur 5 ans (effet retardé)
- Compensation chèque alimentation : -5 Md€ cumulés

Solde net sur 5 ans : ~+30 Md€ soit ~6 Md€/an en moyenne, ~10-15 Md€/an en régime permanent à partir de l'an 4-5.

Effet macro-économique attendu : +0,3 à +0,5 pt de PIB par an pendant 3-5 ans (modèle allemand documenté). Soit ~10-15 Md€ de recettes fiscales additionnelles annuelles, qui s'ajoutent au solde direct.

Effet emploi attendu : +200 000 à +400 000 emplois créés ou maintenus sur 5 ans (estimations type CICE inversé : baisse de charges → embauches additionnelles, retour partiel des délocalisations).

Effet inflation attendu : +1 à +1,5 pt d'inflation supplémentaire la première année, puis retour à la trajectoire normale. Compensation pour les bas revenus via chèque alimentation.

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Loi de finances rectificative. Concertation avec les partenaires sociaux. 1re étape : baisse de 2 points des cotisations salariales et patronales. Hausse de 1 point de TVA. Mise en place du chèque alimentation. Communication massive.
- **An 2.** 2e étape : -2 points supplémentaires de cotisations (-2 salariales, -2 patronales). Hausse de 1 point TVA supplémentaire (atteinte du 22 % standard). Premiers effets visibles sur le pouvoir d'achat des salariés et les marges des entreprises.
- **An 3.** 3e étape finale : -1 point cotisations salariales et patronales. Régime cible atteint. Bilan d'application par France Stratégie et la Banque de France. Premiers effets visibles sur la balance commerciale et l'emploi.
- **An 4.** Stabilisation. Suivi des effets macroéconomiques. Évaluation indépendante de l'effet emploi et compétitivité. Ajustement du chèque alimentation si nécessaire.
- **An 5.** Bilan complet : effet net sur le pouvoir d'achat des salariés, marges des entreprises, balance commerciale, recettes fiscales, dette publique. Régime de croisière à ~+10-15 Md€/an de marge nette.

Indicateurs de succès

- Coût du travail français (objectif : -7 % vs trajectoire pré-réforme, niveau aligné sur l'Allemagne).
- Salaire net moyen (objectif : +5 à +8 % en termes nominaux d'ici an 3, hors inflation).
- Solde commercial extérieur de la France (objectif : amélioration de ~10-15 Md€/an d'ici an 5).
- Emploi salarié net créé / maintenu (objectif : +200-400 k sur 5 ans).

- Inflation nominale et compensation effective pour les bas revenus (vigilance : taux d'effort logement et alimentation pour les déciles 1-3).
- Marges des entreprises (suivi spécifique pour vérifier que la baisse de charges se transmet bien au pouvoir d'achat et à l'investissement, pas en surprofits).
- Recettes TVA et cotisations sociales effectives (suivi mensuel data.gouv.fr).

Public cible

Bénéficiaires directs côté salariés : ~24 M de salariés français (privé + public), augmentation immédiate du net mensuel de 90 à 250 €/mois selon le salaire.

Bénéficiaires côté entreprises : 4,2 M d'entreprises, baisse du coût du travail de ~7 %, soit ~90 €/mois par salarié au SMIC en marge dégagée.

Concernés par la hausse TVA : tous les consommateurs (66 M de personnes), avec compensation explicite pour les bas revenus via le chèque alimentation.

Concernés par la rationalisation prestations : ~3-5 M de ménages les plus aisés, perte modérée d'allocations.

Effet net pour un salarié au SMIC : +90 €/mois nets - ~20-30 €/mois de hausse de coût de la vie (TVA) + 200 €/an de chèque alimentation = **gain net ~70-80 €/mois**. Pouvoir d'achat clairement augmenté.

Effet net pour un cadre médian (4 000 € brut) : +200 €/mois nets - ~50-60 €/mois de hausse de coût de la vie = **gain net ~140-150 €/mois**.

Sources

- Bundesbank — Évaluation de la TVA sociale allemande 2007 (rapport rétrospectif 2012) — https://www.bundesbank.de
- IFW Kiel — Étude rétrospective sur l'effet de la TVA sociale allemande sur la compétitivité — https://www.ifw-kiel.de
- France Stratégie — Évaluation des allègements de cotisations sociales (CICE et autres) — https://www.strategie.gouv.fr
- OFCE — Note sur la TVA sociale et ses effets attendus en France — https://www.ofce.sciences-po.fr
- Cour des comptes — Rapport sur les allègements de charges sociales — https://www.ccomptes.fr
- Banque de France — Analyses sur la compétitivité française et le coût du travail — https://www.banque-france.fr
- OCDE — Taxing Wages 2024 et Tax Policy Reforms — https://www.oecd.org/tax/

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/tva-sociale-baisse-charges-salaires/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.